



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÉGION DE GENDARMERIE AUVERGNE – RHÔNE-ALPES

GENDARMERIE POUR LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

DIVISION DE L'APPUI OPÉRATIONNEL

BUREAU DE L'IMMOBILIER ET DU LOGEMENT

N° 2025/06 du 10/06/2025

RGARA/DAO/BIL

C.C.T.P.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Travaux de remplacement de clôtures au profit de la caserne de gendarmerie de Bassens (73).

DOSSIER DE CONSULTATION N° 2025/RGARA/DAO/BIL/RPA 25-05 DU 10/06/25

*Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 au R.2123-8
du code de la commande publique*

Maître d'Ouvrage : Région de gendarmerie Auvergne – Rhône-Alpes.

*Bureau de l'immobilier et du logement
36, Boulevard de l'Ouest – 69 580 Sathonay-Camp
t 04 37 85 23 05*

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Général de corps d'armée, commandant la région de Gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes.

Bureau technique :

Correspondants techniques :

ADJ MEUNERET Madeline – CSTCS Amélie DARNIS –
36 boulevard de l'ouest – 69 580 Sathonay-Camp
t 04 37 85 23 05 t 06 78 29 42 49 t 06 88 94 94 61
si.bil.rgara@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Correspondant administratif :

Région de gendarmerie A.R.A – BBA – Pôle achats-mar-
chés
36 boulevard de l'ouest – 69 580 Sathonay-Camp
t 04 37 85 23 77
sa.bba.rgara@gendarmerie.interieur.gouv.fr

**Le présent C.C.T.P. comporte 11 pages numérotées de 1 à 11 + 1 annexe formant le plan de masse soumis à en-
gagement de confidentialité**

ARTICLE I – GÉNÉRALITÉS	P.03
1.1 – Objet des travaux	P.03
1.2 – Allotissement	P.03
ARTICLE II – MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	P.03
2.1 – Documents composant le marché	P.03
2.2 – Documents joints au marché	P.03
2.3 – Pièces à fournir par le titulaire du marché	P.03
2.4 – Autorisation d'urbanisme	P.03
ARTICLE III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	P.03
3.1 – Reconnaissance des lieux	P.03
3.1.1 – Accord de confidentialité	P.04
3.2 – Prescriptions générales d'exécution des travaux	P.04
3.3 – Réunions de chantier	P.05
3.4 – Hygiène et sécurité sur le chantier	P.05
3.4.1 – Protection aux chutes	P.05
3.4.2 – Prévention contre l'incendie	P.05
3.4.3 – Mise en œuvre de sources de chaleur	P.06
3.5 – Qualité des matériaux et matériels	P.06
3.5.1 – Échantillons et prototypes	P.06
3.6 – Autorisation Administrative d'accès à la caserne	P.06
3.7 – Réception des ouvrages	P.07
3.7.1 – Remise de documents après travaux	P.07
3.8 – Aspect environnemental	P.07
3.8.1 – Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantiers (SOGED) Mode opératoire	P.07
- 3.8.2 – Modalités de suivi de la gestion des déchets dématérialisée sur TRACKDE-CHETS	P.08
ARTICLE IV – DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES	P.08
4.1 – Consistance générale des travaux	P.09
4.1.1 – Prescriptions techniques – Documents de références	P.09
4.1.2 – Présentation de l'offre	P.10
4.2 – Descriptif des travaux	P.10
4.2.1 – Clôture zone famille	P.10
4.2.2 – Clôture zone technique	P.10

ARTICLE I – GÉNÉRALITÉS

1.1 – Objet des travaux

Dans le cadre d'opérations de renforcement de la sécurisation de ses sites, la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes prévoit des opérations à exécuter sur la caserne de gendarmerie de Bassens (73).

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir la nature des fournitures et la consistance des travaux relatifs au remplacement de clôtures.

1.2 – Allotissement

Les travaux nécessaires font l'objet d'un lot unique avec un seul corps d'état : Clos clôtures
Sécurisation de la zone famille et de la zone technique sur une opération unique et globale

- Zone famille : Remplacement d'une clôture grillagée existante ;
- Zone technique : Remplacement de la clôture barreaudée en aluminium.

ARTICLE II – MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

2.1 – Documents composant le marché

- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes,
- l'ATTRI1 constituant l'acte d'engagement du candidat
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- le formulaire de l'attestation de visite,
- l'accord de confidentialité conformément à l'obligation de discrétion et de sécurité des données immobilières.

2.2 – Documents joints au présent CCTP

- Annexe 1 : Plan de masse de la caserne de BASSENS soumis à engagement de confidentialité (fournit avec le DCE).

2.3 – Pièces à fournir par le titulaire du marché

Avant tout début des travaux, l'entrepreneur fournira au visa du maître d'Ouvrage :

- le plan d'hygiène et de sécurité pour le chantier,
- les fiches techniques des matériels et matériaux à mettre en place,
- le plan d'installation de chantier,
- le planning prévisionnel d'exécution des travaux,
- les mesures de protection pour les personnels,
- les contrats d'assurances.

Le candidat établira un mémoire technique permettant de compléter le bordereau de prix annexé à l'offre de l'entrepreneur.

2.4 – Autorisations d'urbanisme

Les travaux objet du présent lot unique ont fait l'objet de déclaration préalable de travaux par la gendarmerie nationale auprès des services urbanismes des communes concernées.

DP 073 031 25 00029 acceptée selon l'arrêté rendu de non opposition délivrée par la préfète de Savoie du 22 juillet 2025

ARTICLE III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

3.1 – Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (une **attestation de visite** du site sera visée par l'entrepreneur et l'interlocuteur représentant le site) ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées (conditions d'accès, d'approvisionnements...) ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution et des conditions de phasage, afin de prévoir à son offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés, notamment la mise en place d'un moyen de levage pour l'approvisionnement des matériels ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution des travaux pour le respect des réglementations relatives à la sécurité du travail, des personnes présentes sur le site et de l'incendie ;
- connaître les disponibilités en eau, énergie électrique... ;

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- état général des bâtiments, voiries, espaces verts et tout autres infrastructures en corrélation avec les travaux ;
- état général du terrain à traiter avec les contraintes végétales ;
- accessibilité pour laisser un site clos tout au long des travaux ;
- tous autres constats que les entrepreneurs pourront faire ;

Le site de la gendarmerie sera maintenu clos tout au long de la durée des travaux.

Une éventuelle mise à disposition de l'entreprise d'un local ou d'une aire extérieure n'engagera en aucune façon la responsabilité du maître d'œuvre tant pour les dégradations qui adviendraient envers les lieux utilisés qu'en ce qui concernerait les détériorations ou disparitions envers les approvisionnements appartenant à l'entreprise. En tout état de cause, les lieux dégradés seraient à remettre en leur état initial aux frais de l'entreprise responsable.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

3.1.1 – Accord de confidentialité

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de la prestation.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord express préalable du maître d'ouvrage.

Un engagement de confidentialité dûment complété et signé sera remis par le titulaire lors de la notification afin d'avoir accès aux différents plans de la caserne et autres documents confidentiels.

3.2 – Prescriptions générales d'exécution des travaux

L'entrepreneur doit soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage le type d'installation de chantier et l'implantation qu'il envisage de réaliser.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- l'amenée et le repli des installations de chantier,
- les échafaudages et/ou moyens de levage y compris pose, dépose et enlèvement,
- le nettoyage du chantier pendant et en fin d'exécution des travaux, à toute fin que le chantier soit en permanence propre et contribue à la sécurité des personnes,
- le respect du règlement de voirie,
- l'élaboration de la planification et le respect des délais,
- l'exécution des contrôles, essais, etc.

- l'évacuation des déchets.

En cours de travaux, chaque fois que cela sera nécessaire, et à la fin des travaux, le Maître d'Ouvrage ou son Assistant procéderont aux opérations de contrôle en vue de la réception en présence de l'entrepreneur ou de son représentant.

3.3 – Réunions de chantier

La fréquence des réunions de chantier sera décidée par le bureau technique lors de la première réunion de coordination de travaux. L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez-vous de chantier et répondre à toutes les convocations.

Le responsable du chantier devra nécessairement être nanti de tous les pouvoirs, en matière de décisions d'ordre techniques.

Le bureau technique réalisera un compte rendu de chantier après chaque réunion.

3.4 – Hygiène et sécurité sur le chantier

L'entreprise titulaire du marché devra, en collaboration avec le responsable technique du site, prendre toutes les mesures qui s'imposent en matière de protection.

À l'occasion de la première réunion de chantier et après une inspection commune de la totalité du site, un **plan de prévention** sera rédigé pour chaque opération par le maître d'ouvrage et complété par l'entrepreneur conformément aux textes en vigueur.

Un **permis feu** devra être établi chaque fois que cela sera nécessaire, notamment si l'entreprise procède à des travaux de découpage.

Les travaux se déroulant en **site occupé**, dans l'enceinte militaire, les risques d'interférences devront être identifiés et toutes les mesures visant à les limiter devront être mises en place. L'entrepreneur est tenu de respecter les règles d'hygiène en vigueur et en matière de sécurité et de protection de la santé, tous les frais s'y rapportant sont à la charge de l'entrepreneur. En outre, L'entrepreneur sera tenu de respecter les consignes de sécurité propres à la caserne de Gendarmerie. À ce titre, celui-ci se rapprochera du responsable local du site afin de prendre connaissance du règlement intérieur et des consignes incendie de la caserne.

L'entreprise mettra en place les **balisages et protections nécessaires** pour prévenir, à tout moment, tout danger pouvant être occasionné par son intervention vis-à-vis d'un tiers.

Le stockage du matériel devra être clos par les soins de l'entreprise et l'emplacement sera déterminé en accord avec le représentant de la gendarmerie.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, des appareils, des véhicules ; il assurera toutes les prestations nécessaires au bon déroulement des travaux, telles que les mesures de sécurité envers ses ouvriers, les tiers et le nettoyage général des lieux en fin de travaux.

3.4.1 – Protection aux chutes

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en hauteur, conformément à la réglementation en vigueur :

- Décret 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail et notamment la section 8 précisant les dispositions particulières applicables à l'exécution de travaux temporaires en hauteur et à certains équipements de travail utilisés.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

3.4.2 – Prévention contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie et comportant la présence obligatoire sur le chantier :

- D'un extincteur de poids efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels ou véhicules employés.
- D'un extincteur sur chacun des véhicules à moteur thermique de son entreprise et / ou relevant de sa responsabilité.

- Enfin, il devra désigner par chantier un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

3.4.3 – Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au maître d'ouvrage d'un permis feu indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'ouvrage.

3.5 – Qualité des matériaux et matériels

Indépendamment de leur conformité avec les règlements et textes précités, les matériaux et les fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'art et les prescriptions des fabricants.

Pour le matériel spécifique, l'entrepreneur fournira dans son offre, une documentation complète, accompagnée des caractéristiques techniques. Les marques de fabricants désignées éventuellement dans le descriptif sont données à titre indicatif.

3.5.1 – Échantillons et prototypes

L'entreprise devra présenter tous les échantillons et les fiches techniques produits demandés par le Maître d'Ouvrage. Les échantillons seront présentés sur des surfaces significatives type présentoirs, ou sur place dans des conditions réelles d'exécution.

L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le Maître d'Ouvrage jusqu'à l'obtention de l'agrément.

L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du Maître d'Ouvrage.

3.6 – Autorisation Administrative d'accès à la caserne

Au cours de la phase de préparation, le titulaire se rapprochera des correspondants techniques pour la délivrance des autorisations d'accès du personnel de l'entreprise au sein de la caserne.

Les travaux se déroulant au sein d'une emprise militaire, le titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'Ouvrage les personnels chargés d'exécuter les travaux selon les modalités suivantes :

- donner préalablement à toutes interventions les renseignements d'identité de ses personnels nécessaires à l'enquête de sécurité,
- remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable sur demande du bénéficiaire,
- identifier tous les personnels du chantier par le biais d'une liste tenue à jour et diffusée aux correspondants techniques sur la boîte organique si.bil.rgara@gendarmerie.interieur.gouv.fr ,
- une liste des immatriculations des véhicules sera fournie par le titulaire pour une date à fixer avec le bénéficiaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

De même, l'accès à certaines zones peut leur être temporairement interdit.

Les différents véhicules du titulaire peuvent faire l'objet de contrôles à l'entrée et à l'intérieur de l'établissement.

3.7 – Réception des ouvrages

Elle sera prononcée par le maître d'ouvrage, lorsque l'ensemble des travaux seront reconnus terminés, conforme aux plans d'exécution, en bon ordre de fonctionnement, répondant aux normes et conditionnée par la présentation d'un procès verbal avec ou sans réserve(s).

3.7.1 – Remise de documents après travaux

En fin de chantier et lors de la réception des travaux, l'entreprise remettra au maître d'ouvrage un DOE en deux exemplaires, l'un en version électronique au format PDF sur support USB, et l'autre en version papier, contenant notamment les documents suivants.

- Le positionnement de toutes les sorties et pénétrations ;
- Les détails d'exécution ;
- Les fiches et les avis techniques ;
- Les caractéristiques de matériaux mis en œuvre.

3.8 – Aspect environnemental

Le maître d'ouvrage impose au titulaire de mettre en place une bonne gestion efficace des déchets de chantier et de réduire l'empreinte environnementale du chantier.

La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique déchets :

- prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
- stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage. Ainsi que des objectifs forts pris en conformité,

avec ces priorités à savoir :

- atteindre un minimum de **70 % de valorisation** matière des déchets non dangereux BTP à horizon 2020,
- stabilisation de la production de déchets du BTP en 2020 au niveau de 2010 (enjeux européen)
- réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (– 30 % à horizon 2020 et – 50 % à horizon 2025 par rapport à 2010).
- **Respecter la réglementation (décret du 16/07/2021) de tri à la source par flux de déchets recyclables du secteur du BTP**

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions de réduction et de gestion des déchets .

3.8.1 – Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantiers (SOGED)- Mode opératoire

L'entreprise détaillera les moyens techniques qu'elles proposent afin de réduire la production de déchets. Elle devra sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaire aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération, de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge, de trier (ou non mélanger) les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets.

Sur le chantier, il est strictement interdit de :

- brûler les déchets,
- **Pas de stockage longue durée sur le chantier**
- d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en dehors, les déchets,
- de recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés,
- de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.
- **L'emploi des plastiques à usage unique**

L'entreprise devra proposer un schéma d'organisation des déchets, en précisant :

- le degré de non mélange et de tri qui sera réalisé,
- les moyens mis en place pour le tri des déchets (type de contenant, localisation, etc.),

- les filières de traitement vers lesquelles sera acheminé chaque type de déchets, en privilégiant le recyclage et en mentionnant les plates-formes de regroupement par lesquelles ils pourront transiter, les moyens humains mis en œuvre pour la gestion des déchets et sa surveillance,
- les moyens de formation et de sensibilisation des ouvriers.
- L'estimation et le type de déchets et ses flux par nature de déchets.
- Les lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets
- Les filières de valorisation.
- Les micros organismes chargés de sa gestion de valorisation (collecte transport..) des déchets, recycleurs agréés du BTP (charte)

Toute référence à une élimination des déchets dans les articles qui suivent relève du présent article.

3.8.2 – Modalités de suivi de la gestion des déchets dématérialisés sur TRACKDECHETS

En application du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021, la gendarmerie nationale, authentifiée et inscrite sous le nom RÉGION DE GENDARMERIE DE RHONE-ALPES (siret 157000340000032 et NAF7150) est identifiée en tant que producteur de déchets sur la plateforme numérique TRACKDECHETS, service public numérique gratuit, du Ministère de la Transition Ecologique, qui interconnecte tous les acteurs de la chaîne déchets pour dématérialiser la traçabilité de bout en bout du Ministère de la Transition Écologique.

Cette plateforme est disponible via l'url suivante : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Le titulaire devra disposer d'un compte ou à défaut en faire la création.

Le titulaire veillera au nettoyage des lieux et de ses ouvrages réalisés sur le chantier. Il doit tenir compte des recommandations des fournisseurs quant aux produits à employer afin d'éviter toute détérioration. Tout titulaire d'un corps d'état a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

L'entrepreneur titulaire doit toujours maintenir le chantier dans un état de propreté impeccable. Il prendra toutes précautions nécessaires pour protéger les ouvrages mis en place. Au cas où il n'aurait pas procédé au nettoyage du chantier et à l'évacuation des gravats, ces prestations seraient confiées à une entreprise aux frais du corps du titulaire, ne respectant pas son obligation. Tous les bris et dégâts occasionnés par des tiers non identifiés et constatés avant la réception des travaux seront imputés aux frais du titulaire d'un marché.

Il conviendra de se référer aux plans départementaux de traitement et de stockage des déchets pour les déchets courants (inertes ou DIB) et aux plans régionaux pour les déchets dangereux (DIS).

Les bordereaux d'élimination des déchets sont dématérialisés sur la plateforme numérique obligatoire TRACK-DECHETS.

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. Le titulaire s'engage à saisir à chaque élimination, par type de déchets, les réglementaires dématérialisés.

Pendant le chantier, l'entrepreneur évitera de mélanger les déchets dangereux, non dangereux et non inertes (les déchets industriels banals), emballages et déchets inertes.

L'entreprise aura la propriété des produits venant de ses propres démolitions. Elle prendra toutes les dispositions pour éliminer ses déchets en respectant la nouvelle réglementation concernant l'élimination des déchets, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2002 (loi n° 92-646). Tous les déchets doivent être dans la mesure du possible recyclés ou retraités, seuls les déchets ultimes pourront être envoyés dans une décharge.

ARTICLE IV – DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES

Préambule

Le présent C.C.T.P. n'a pas de caractère limitatif mais comprend néanmoins implicitement l'ensemble des travaux décrits ou non, nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'Art.

Toutes les dimensions et côtes données dans le présent CCTP ou bordereau de prix annexé ne le sont qu'à titre indicatif.

Avant toute action ou proposition, chaque entreprise concernée devra impérativement faire son propre relevé de mesures sur sites.

Toutes les références de modèles et de marques cités au présent CCTP ne le sont qu'à titre indicatif, afin de situer la qualité esthétique et les performances techniques de ce qui est demandé.

Tout matériel ou matériau de marque réputée, de qualité technique, de performance ou d'esthétique équivalente à celui cité sera admis à la condition que mention en ait été faite dans la remise de l'offre et accompagné d'une fiche technique.

L'entrepreneur demeure responsable de la prévision des moyens nécessaires au parfait achèvement de cette opération, dans les délais et planning impartis. L'entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux listés ci-dessous.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra arguer de l'imprécision des pièces fournies ou d'omissions pour refuser dans le cadre de son marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses travaux.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, les entrepreneurs obtiendront du maître d'ouvrage toutes les précisions ou tous renseignements complémentaires nécessaires et prévoiront dans leur offre tous les travaux indispensables à la bonne exécution des ouvrages.

Localisation géographique

Caserne de gendarmerie Quartier LASALLE

358 rue de Gonrat

73 000 BASSENS

Unités employées pour le CCTP ou le DPGF

« Heure de Main d'œuvre » pour la réalisation des prestations.

« Quantité unitaire » pour les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations.

« Mètres linéaires » pour les métrages de clôtures.

4.1 – Consistance générale des travaux

Les opérations à réaliser devront comprendre l'ensemble des démarches, équipements et travaux nécessaires :

- à la mise en sécurité du site avant travaux y compris balisage, signalisation et consignation,
- au repérage des installations,
- aux démarches administratives,
- à la démolition, dépose et l'évacuation en décharge agréée des équipements existants,
- à la fourniture et pose de clôtures en remplacement ou en création,
- à la remise en état des éventuelles dégradations sur les ouvrages,
- au nettoyage de fin de chantier et sa remise en état (environnement propre),
- à la fourniture de tous documents, notes de calcul, schémas et plans nécessaires à la réalisation,
- à la fourniture du dossier des ouvrages exécutés.

POINT IMPORTANT – Contraintes particulières exigée : Afin de préserver l'intégrité et la sécurité du site, le titulaire du marché veillera à ce que l'emprise soit en permanence sécurisée et en particulier lors de chaque interruption de travaux notamment pendant les heures non ouvrées. Le parfait clos de la clôture devra être assuré à la fin de chaque journée de travail afin d'éviter toute pénétration sur le site. La proposition devra détailler les mesures préconisées dans son mémoire technique de l'offre remise

Les travaux d'élagage ou abattage de végétaux (arbres, haies...) ainsi que l'évacuation des déchets verts nécessaire à la réalisation des travaux sont à la charge de l'entreprise titulaire.

Dans le cas où la proximité de la clôture à déposer génère une difficulté majeure, par rapport aux pieds des arbustes et a fortiori des systèmes racinaires, l'entreprise devra communiquer ses préconisations pour l'abattage et l'essouchage des haies, arbustes ou arbre (à la charge de la maîtrise d'ouvrage).

Le preneur devra assurer le passage des piétons en sécurité sur le domaine public.

4.1.1 – Prescriptions techniques – Documents de références

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre au minimum aux exigences et prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants à la date de signature de l'acte d'engagement par l'entrepreneur et notamment :

- Le règlement du Code du Travail, hygiène et sécurité suivant recueil du Journal Officiel ;

- Le DTU C.C.5-RO ;
- Les cahiers du C.S.T.B ;
- Les documents du REEF;
- Les recommandations ou exigences des fabricants, des divers matériaux et accessoires utilisés ;
- Les codes et règlements en vigueur ;
- Les règlements incendies.

4.1.2 – Présentation de l'offre

L'entrepreneur doit présenter :

- un bordereau quantitatif estimatif détaillé. Les postes ayant été oubliés dans le cadre proposé devront être mentionnés séparément,
- la marque, le type et les caractéristiques de tous les matériaux et produits qu'il préconise avec les fiches techniques afférentes,
- un planning d'exécution prévisionnel des travaux détaillés par phasage. Le candidat se réfère aux stipulations du RC intégré au CCAP

4.2 – Descriptif des travaux

Rappel de la localisation :

Caserne de gendarmerie Quartier LASALLE

358 rue de Gonrat

73 000 BASSENS

Un plan d'implantation relatif aux zones évoquées ci-après est fourni en annexe 1 du CCTP.

4.2.1. – Clôture zone famille

Suivant plan d'implantation en annexe I :

Zone Bleue : Clôture de 145 ml environ

- ◆ Balisage du chantier en barrière HERAS ;
- ◆ Dépose et évacuation des clôtures existantes ;
- ◆ Fourniture et pose d'agglomération à bancher y compris remplissage ;
- ◆ Réalisation d'une arasée en béton armé ;
- ◆ Crépissage de maçonnerie ;
- ◆ Fourniture et pose d'une clôture aluminium modèle BRIZ ou équivalent (mais identique à la clôture ayant déjà fait l'objet d'un remplacement partiel) scellée dans le muret de soubassement, ou sur poteaux platines avec goujons Acier inox sécurisé et cache boulons. Affleurement maximum de 3 cm sur extérieur du muret RAL gris 7016 ;
- ◆ Fourniture et pose d'une lisse défensive en partie haute.

La hauteur totale incluant le muret de soubassement en partant du point 0 côté rue Gonrat, sera de 2 800 mm avec lisse défensive inclus aux panneaux.

4.2.2 – Clôture zone technique

Les murets de soubassement de la zone technique sont réputés être en bon état. Toutefois, compte tenu des spécificités de la clôture souhaitée il appartiendra aux sociétés soumissionnaires de s'assurer préalablement à la remise de l'offre que les murets de soubassement sont en mesure d'accueillir ces ouvrages.

Dans la négative, il sera proposé lors de la remise de l'offre toute suggestion justifiée et chiffrée permettant d'atteindre l'objectif de sécurisation attendu (reprise des murets de soubassement, pose de jambes de force ...).

4.2.2.1 – Zone orange : Clôture de 30 ml environ

- ◆ Balisage du chantier en barrière HERAS ;
- ◆ Dépose et évacuation des clôtures existantes ;

- ◆ Fourniture et pose d'une clôture barreaudée scellée dans le muret de soubassement ou sur poteaux platines avec goujons Acier inox sécurisé et cache boulons. Affleurement maximum de 3 cm sur extérieur du muret RAL gris 7016 ;
- ◆ Fourniture et pose d'une lisse défensive en partie haute.

La hauteur totale incluant le muret de soubassement en partant du point 0 côté rue Gonrat, sera de 3200mm avec lisse défensive inclus aux panneaux.

4.2.2.2 – Zone verte : Clôture de 210 ml environ

- ◆ Balisage du chantier en barrière HERAS ;
- ◆ Dépose et évacuation des clôtures existantes ;
- ◆ Fourniture et pose d'une clôture barreaudée opacifiée à 100 % (hors piques défensifs ou lisse de défense) scellée dans le muret de soubassement ou sur poteaux platines avec goujons Acier inox sécurisé et cache boulons. Affleurement maximum de 3 cm sur extérieur du muret RAL gris 7016 ;
- ◆ Fourniture et pose d'une lisse défensive en partie haute.

La hauteur totale incluant le muret de soubassement en partant du point 0 côté avenue de Turin, sera de 3 200 mm avec lisse défensive inclus aux panneaux.

Le chef du Bureau Immobilier et du Logement
Prescripteur de l'opération